

Forum : Forum Citoyen sur la Gouvernance

2026

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom du Citoyen : Amira Benchaib Bensalah

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Amira Benchaib Bensalah, j'ai 46 ans, je suis citoyen taïwanais et je travaille depuis près de vingt ans dans le secteur des technologies à Taipei, où je dirige aujourd'hui une petite équipe spécialisée dans les services numériques. Je suis également marié et père de deux enfants. Mon parcours professionnel et familial m'amène à réfléchir à la manière dont les citoyens peuvent davantage participer aux décisions qui influencent leur quotidien et leur avenir. Pour moi, l'horizontalisation de la gouvernance signifie que les citoyens ne doivent pas seulement être consultés lors des élections, mais pouvoir participer plus régulièrement à la vie publique. Les personnes directement concernées par une décision connaissent souvent concrètement les problèmes rencontrés et peuvent donc contribuer à la recherche de solutions. Taïwan constitue un exemple intéressant. La démocratisation du pays et le développement des outils numériques ont permis de rapprocher progressivement les citoyens des institutions. Les plateformes numériques peuvent faciliter les consultations, permettre de proposer des idées et favoriser le dialogue entre la population et les pouvoirs publics. Cependant, je considère que donner son avis ne suffit pas. Une véritable participation suppose que les citoyens puissent connaître les suites données à leurs propositions. Les institutions devraient expliquer pourquoi une proposition est acceptée, modifiée ou refusée. Cette transparence est essentielle pour éviter que la participation citoyenne ne devienne simplement symbolique. Mon expérience professionnelle m'a également montré qu'une décision est souvent plus efficace lorsque les personnes directement concernées peuvent participer à sa construction. Dans une entreprise, les salariés connaissent les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés. De la même manière, les citoyens connaissent les besoins de leur quartier, de leur ville ou de leur communauté. Je ne souhaite toutefois pas supprimer la démocratie représentative. Les élus disposent d'une légitimité démocratique et doivent continuer à prendre des décisions et à en

assumer la responsabilité. L'objectif serait plutôt de mieux partager l'information, le dialogue et la participation entre citoyens, élus et experts. Cette question me paraît particulièrement importante face à la défiance envers les institutions. Lorsqu'un citoyen a le sentiment que les décisions sont prises sans lui, il peut considérer que sa participation est inutile. À l'inverse, être entendu, informé et pouvoir suivre les décisions peut renforcer la confiance et l'engagement civique.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je propose d'abord de développer des plateformes numériques de participation citoyenne. Elles ne devraient pas seulement recueillir des opinions, mais permettre aux citoyens de proposer des sujets, de débattre, de soutenir des propositions et de suivre leur évolution. Les institutions devraient ensuite rendre publiques les réponses apportées. Je souhaite également développer davantage les assemblées citoyennes locales. Des citoyens aux profils variés pourraient être réunis pour réfléchir à des problèmes précis, avec l'aide d'experts leur permettant de disposer d'informations fiables. Ils pourraient ensuite transmettre leurs recommandations aux élus. Cela permettrait d'associer davantage la population aux décisions sans remettre en cause la démocratie représentative. La participation des jeunes doit également être renforcée. Ils seront directement concernés par les décisions prises aujourd'hui, mais ne disposent pas toujours des moyens de participer pleinement à la vie politique. L'éducation civique et numérique doit donc leur apprendre à comprendre les institutions, vérifier les informations, argumenter et écouter des opinions différentes. Enfin, je pense que les principes de participation peuvent également être appliqués dans les entreprises et les communautés locales. Dans mon secteur professionnel, je pourrais par exemple favoriser la consultation des salariés avant les décisions ayant un impact direct sur leurs conditions de travail. Je ne souhaite donc pas remplacer la démocratie représentative par une démocratie entièrement directe. Je souhaite la compléter par une participation citoyenne plus régulière, transparente et concrète. Les élus conserveraient leur rôle décisionnel, tandis que les citoyens pourraient davantage participer à la définition des problèmes, à la construction des solutions et au suivi des décisions. Pour moi, l'horizontalisation de la gouvernance consiste finalement à passer d'un citoyen que l'on consulte à un citoyen que l'on associe réellement. La technologie peut faciliter cette évolution, mais elle ne peut pas remplacer la volonté de partager davantage l'information, le dialogue et le pouvoir.

